

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie n° 2019-012 du 23 mai 2019 relative aux procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Réponse du SIPPEREC

Préambule

La consultation organisée par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) concerne les évolutions que la CRE envisage pour les procédures de raccordements aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Il est vrai que, si ces procédures ont été revues depuis leur mise en œuvre (2013 pour celles relatives au raccordement au réseau de distribution électrique), la qualité de service apportée par le gestionnaire du réseau (GRD) lors de raccordement au réseau, régulièrement critiquée par les usagers et les autorités organisatrices du service public, impose une révision profonde et attentive de ces procédures.

1. Une dégradation considérable des délais de traitement des raccordements, y compris sur des opérations simples, qui devient inacceptable

Sur le territoire du SIPPEREC, le délai moyen de réalisation des travaux pour branchements simples (consommateurs) reste anormalement élevé et se dégrade :

Délai <u>moyen</u> de réalisation des travaux pour branchements simples	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	45 jours	49 jours	48 jours	51 jours	74 jours	57 jours	55 jours	66 jours	72 jours	101 jours

Les branchements simples sont des branchements sans travaux sur le réseau.

S'ajoute à ce délai de travaux, le délai pour l'obtention d'un devis :

- 38 jours en 2016 (soit plus d'un mois alors qu'il s'agit d'un forfait branchement)
- 55 jours en 2017
- Et 57 jours en 2018.

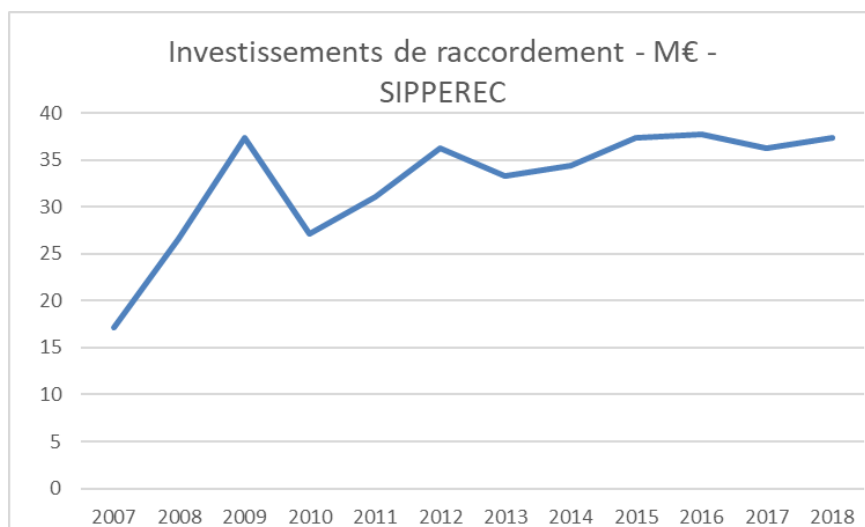
Ainsi, un usager BT < 36 kVA qui souhaite raccorder son local au réseau doit patienter en moyenne $57 + 101 = 158$ jours, soit plus de 5 mois pour disposer d'un devis établi avec un forfait et installer un coffret branchement (sans travaux sur le réseau).

Pour rappel, le raccordement simple sans travaux faisait l'objet d'un engagement de la « Garantie des Services » portée par le concessionnaire à partir de 1990 et jusqu'en 2004 : le délai maximum au-delà duquel le client ouvrait droit à un dédommagement du concessionnaire était de 15 jours.

Face à cette qualité de service très dégradée, dénoncée avec régularité par les usagers, les AODE et les associations de consommateurs depuis 2009, Enedis ne parvient pas à apporter de réponse adéquate.

2. Un décalage entre la hausse des dépenses imputées au raccordement et la réalité de l'activité économique et immobilière qui ne manque pas d'interroger

Dans le même temps, il est saisissant de constater combien les modifications apportées au financement des opérations de raccordement à compter du 1er janvier 2009 sont concomitantes d'une hausse importante de ces investissements :



Pour la concession du SIPPAREC, les investissements induits par les raccordements au réseau se sont stabilisés depuis 2012 à un niveau correspondant à plus du double de leur montant en 2007.

Ce niveau maintenu élevé pour ces raccordements n'est pas corrélé avec l'activité immobilière ou économique sur le territoire concédé. Le nombre de raccordements d'installations de production ou de consommation neuves réalisés a progressé de 19% en 2017 et 2% en 2018 alors que les investissements sont restés stables sur la même période. La progression des investissements liés aux raccordements ne peut pas non plus s'expliquer par le raccordement des producteurs délocalisés qui

reste fort limité en première couronne parisienne (une unique opération de raccordement de producteur avec adaptation de réseau en 2017 comme en 2018 sur le territoire du SIPPEREC).

Ce décalage fort entre le rythme de développement économique et la forte hausse des dépenses de raccordement amène donc le SIPPEREC à s'interroger sur la réalité des imputations financières des travaux réalisés à la catégorie raccordement.

Cette dégradation de la qualité de service corrélée à un investissement qui reste élevé et une évolution limitée de l'activité immobilière sur le territoire montre une nécessité de faire évoluer les procédures de raccordement et les indicateurs d'incitations du GRD.

3. L'analyse par le SIPPEREC des propositions techniques et financières de raccordement proposées aux communes montre que les collectivités sont quasi systématiquement appelées à tort à contribution et que les besoins d'investissement sont surévalués

Le SIPPEREC propose à ses villes adhérentes un service de contrôle à priori des propositions techniques et financières (PTF) qui leur sont adressées en vue de futurs raccordements au réseau : une quarantaine de villes ont sollicité ce service auprès du SIPPEREC qui le réalise depuis 2009.

Annuellement, le Syndicat réalise un bilan de son activité. Comme les années précédentes, le SIPPEREC constate en 2018 qu'une très faible part (6%) de ces PTF n'appelle pas d'observations quant à la contribution financière appelée par le concessionnaire.

En premier lieu, la puissance est fréquemment surdimensionnée :

- Enedis n'intervient pas en conseil auprès des demandeurs pour vérifier la bonne application du coefficient de foisonnement ;
- L'intégration d'une réserve de puissance pour les IRVE avec un coefficient de foisonnement de 0,4 provoque, depuis sa mise en place, une très forte hausse des puissances demandées dans l'habitat collectif neuf.

Sont ainsi réalisés, au titre de raccordement au réseau, des travaux qui relèvent d'un renforcement, au mieux d'un renouvellement, non nécessités par une moindre qualité de fourniture mais réalisés sur opportunité. De plus, le réseau construit est surdimensionné au regard des besoins effectifs. Dans un nombre élevé de cas, le surdimensionnement des puissances de raccordement conduit à la création d'ouvrages inutiles (création de câble BT direct au poste, création de nouveau poste HTA/BT) induisant des surcoûts pour la collectivité, que la création de ces ouvrages soit financée par le TURPE ou par les CCU.

Il est pourtant bien de la mission d'Enedis, en sa qualité de concessionnaire du service public de la distribution d'électricité, d'assurer aux usagers un service de qualité géré « *dans les meilleures conditions de sécurité, de qualité, de coûts, de prix et d'efficacité économique, sociale et énergétique* » (obligations de service public assignées à la société Enedis au dernier alinéa de l'article L121-1 du code de l'Energie).

Ce surdimensionnement des besoins en puissance des projets ouvre également la question de la

définition de l'opération de raccordement de référence, dit « ORR ». L'ORR correspond à une opération théorique minimisant « *la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement énumérés aux articles D342-1 pour le branchement et D342-2 pour l'extension du code l'Energie* ». N'étant pas précisé que l'ORR doit être calculée sur la puissance déterminée selon la norme technique en vigueur, le surdimensionnement des besoins énergétiques, induits par une mauvaise application de celle-ci, peut amener le GRD à surdimensionner l'ORR et revoir à la hausse les contributions financières appelées au titre des branchements et extensions. Ces modifications entraînent des incompréhensions des collectivités qui peuvent se voir facturer un surcoût ayant comme origine une donnée sur laquelle elles n'ont aucune marge de manœuvre : la demande de puissance de raccordement du pétitionnaire.

De ce fait, le SIPPEREC estime que la définition de l'ORR doit être établie de manière à tenir compte de la puissance calculée à partir de la norme technique relative au dimensionnement des branchements (norme NF C 14-100) et des réseaux (norme NF C 11-100) et non de la puissance inscrite sur la demande de raccordement par le demandeur.

Par ailleurs, le SIPPEREC souligne l'importance d'acter la disposition intégrée au projet d'arrêté de la CRE du 8 février 2018, toujours en attente de signature à l'entrée de l'été 2019, relevant que la position du CCPI (ou coffret de livraison) n'est pas (plus) retenue pour définir l'ORR. Sur ce point également, le Syndicat constate dans le cadre de son activité d'analyse des PTF que les communes voient régulièrement leurs contributions augmenter afin de couvrir les coûts liés à une décision qu'elle n'a pas prise : la position du point de livraison de l'électricité sur la parcelle.

Ces deux évolutions inciteraient le gestionnaire de réseau à mener sa mission de conseil liée à sa mission de service public en apportant un conseil éclairé sur la puissance et le point de livraison à inscrire dans les demandes d'autorisations d'urbanisme. Elles permettraient de plus de fluidifier les échanges entre le GRD et les collectivités en fixant l'ORR, et par conséquent la contribution due par ces dernières, dès la consultation préalable à la délivrance de l'autorisation d'urbanisme.

Ce conseil ne contrevient en rien à ce que le demandeur d'un raccordement étudie ou fasse étudier de manière approfondie les impacts sur le réseau de son projet pour identifier les coûts auxquels il s'expose et les délais potentiels de réalisation de son raccordement.

4. *Le traitement comptable des contributions aux raccordements des collectivités pose problème puisqu'il ne reflète pas l'apport financier des collectivités et majore les dettes des collectivités dans leur relation contractuelle avec Enedis*

A ces considérations techniques, s'ajoute le problème du traitement comptable des contributions. Enedis les enregistre en chiffre d'affaires (compte de résultat) et non pas en financement (passif) comme pourrait le justifier le lien étroit avec l'investissement réalisé. La CRE s'est calée sur cette approche comptable. Par voie de conséquence, le TURPE est défalqué l'année de comptabilisation de la contribution de l'intégralité de celle-ci, ce qui est lui est propice à court terme, mais d'une part aboutit à ce que l'intégralité des raccordements soit ensuite intégré à la BAR et d'autre part n'est pas sans conséquence sur le bilan comptable et financier des concessions : l'endettement des collectivités, assis sur les financements non-amortis d'Enedis s'en trouve accru, et par voie de

conséquence le ticket contractuel de fin de contrat, qui ignorera les apports des pétitionnaires ou des collectivités en charges de l'urbanisme, avec un enjeu considérable en cas d'ouverture des concessions. Le SIPPEREC est d'autant plus sensible à ce point que les dépenses imputées au raccordement sont en très forte hausse, sans que le SIPPEREC n'arrive à faire un lien avec le développement immobilier (cf. plus haut).

Dans ce contexte, la régulation de l'activité raccordement du GRD est à adapter afin d'améliorer la qualité de service apportée aux usagers et optimiser la teneur et le coût des investissements menés au titre de ces raccordements.

L'encadrement des procédures de raccordement constitue, selon le SIPPEREC, une 1ère étape dans cette démarche.

Question 1 :

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

La proposition de la CRE consiste à définir une procédure adaptée pour les usagers en situation à la fois d'injecter et de soutirer : cette proposition relève du bon sens.

Il est regrettable que le GRD n'ait pas, de lui-même, mis en place une telle procédure, limitant l'interface clientèle pour ces demandes de raccordement « mixte ».

Le SIPPEREC partage l'avis de la CRE sur la nécessité de mettre en place une telle procédure.

D'une manière générale, et quel que soit la configuration de la demande de raccordement (injection / soutirage / stockage / autoconsommation), chaque demandeur ne doit avoir à suivre qu'une unique procédure de raccordement, à charge au GRD de mettre en place une organisation suffisamment agile pour s'adapter à la demande du futur usager.

Actuellement, le SIPPEREC considère que les usagers doivent s'adapter aux procédures du GRD : cette situation est une des sources d'insatisfaction de ces derniers.

Question 2 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

La CRE avait effectivement proposé un cadre pour l'opération de raccordement intelligente (ORI) dans sa délibération du 8 février 2018.

Lors des consultations préalables à cette délibération de la CRE, le SIPPEREC avait déjà exprimé son approbation pour cette option alternative permettant de sensibiliser les usagers du réseau sur leur choix de puissance de raccordement et remplaçant le GRD au cœur de sa mission de conseil sur la définition des besoins.

Le SIPPEREC approuve cette souplesse apportée aux solutions de raccordement.

Le projet d'arrêté annexé à la délibération du 8 février 2018 de la CRE étant resté lettre morte, il convient, si l'on introduit cette souplesse dans l'encadrement des procédures de raccordement, de définir ce que recouvre l'ORI.

En outre, afin de permettre à ces dispositions de revêtir toute leur portée, les ajustements suivants sont à intégrer, de l'avis du SIPPEREC :

- La mise en œuvre de l'étude alternative ne peut pas être sous la seule demande de l'utilisateur. Ce dernier, s'il est mal informé, pourrait ne pas solliciter la mesure. Les autres débiteurs possibles de la contribution, c'est-à-dire la Collectivité en Charge de l'Urbanisme (CCU), l'aménageur ou le promoteur doivent pouvoir solliciter l'étude, la mise en œuvre effective des résultats de la solution alternative restant sous réserve de l'accord de l'utilisateur.

- De même, la définition des catégories d'utilisateurs est à préciser, pour une plus grande transparence : le référentiel technique n'est pas aisément accessible sur le site du GRD (nombreuses notes à la codification complexe pour un non-averti) et ses évolutions ne font pas l'objet d'une information publique ni de justification. Une définition de ces utilisateurs dans le barème de raccordement permettra une meilleure transparence et une concertation entre les acteurs sur cette définition.
- La communication des résultats de l'étude, des données d'entrée et de tout élément concourant à sa bonne compréhension est indispensable à la transparence de la mise en œuvre de cette disposition.
- Cette étude est intégralement couverte par le TURPE, puisqu'elle contribue à orienter les usagers vers une consommation plus raisonnable.

Le SIPPEREC propose donc la rédaction suivante à insérer dans la délibération de la CRE relative aux procédures de raccordement :

« Une opération de raccordement intelligente est une opération dont les caractéristiques diffèrent de l'opération de raccordement de référence (ORI).

Les gestionnaires de réseaux prévoient, dans leur procédure de traitement des demandes de raccordement dans quels cas un utilisateur ou un redevable de la contribution due pour les travaux d'extension peut demander une ORI, après proposition de l'opération de raccordement de référence et sous réserve des résultats d'une étude préalable de raccordement, proposant une opération de raccordement intelligente :

- *À une puissance de raccordement inférieure à la puissance de raccordement demandée tout en permettant des injections ou des soutirages complémentaires sur certaines périodes ;*
- *Ou à une puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée tout en limitant les injections et soutirages sur certaines périodes ;*
- *Ou à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement.*

Les coûts de réalisation de l'opération de raccordement intelligente sont calculés à partir du barème de raccordement. Les coûts de l'étude préalable sont couverts par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

Les résultats de l'étude, les données d'entrée et tout élément concourant à sa bonne compréhension sont adressés à l'utilisateur et à tout autre demandeur de l'étude préalable.

Les catégories d'utilisateurs pouvant bénéficier d'une opération de raccordement intelligente, ainsi que les modalités de mise en œuvre et les caractéristiques techniques sont définies au sein de la documentation technique de référence du barème de raccordement défini par de chaque gestionnaire de réseaux publics de distribution.

Dans la partie « Convention de raccordement », les installations bénéficiant d'une ORI à une puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée tout en limitant les injections et soutirages sur certaines périodes verront leur injection ou soutirage limité d'un nombre d'heures maximal. Cette limitation ne pourra être activée que pour répondre aux contraintes induites par ladite installation. Cette dernière garde par ailleurs la possibilité de participer à d'autres mécanismes de flexibilité le cas échéant »

Question 3 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Constatant qu'il convient de disposer de l'ensemble des documents requis pour compléter une demande de raccordement, et pour que celle-ci soit prise en compte dans le processus de traitement du GRD, la CRE envisage « *que les gestionnaires de réseaux mettent en place une « demande anticipée de raccordement » (DAR), qui amènerait à une « proposition de raccordement avant complétude du dossier » (PRAC) transmise par le GRD. »*

Le SIPPEREC souligne que les dispositifs de la DAR et de la PRAC existent déjà. Leur mise en œuvre est effective **depuis le 23 juillet 2018**, date à laquelle ces dispositions ont été introduites dans le référentiel technique du GRD (Enedis-PRO-RAC_14E). **Le SIPPEREC s'étonne de constater que l'existence de ces dispositions semble inconnue du régulateur.**

Comme le propose la CRE pour la rédaction de sa délibération future, le référentiel technique du GRD prévoit déjà :

- La possibilité pour un usager de solliciter une DAR et une PRAC, engageante pour le GRD sous réserve que la demande de raccordement se fasse dans un délai maximal de 3 mois, et que les données techniques du projet ainsi que l'état du réseau restent inchangés
- La PRAC est payante et déduite ultérieurement du coût du raccordement
- La PRAC permet de réduire d'un mois le délai de traitement du raccordement.

Le dispositif proposé par la CRE n'apporte comme seule évolution la possibilité d'étudier également une ORI.

Or, ce dispositif que la CRE se propose d'entériner à posteriori, est critiquable au vu des points suivants :

- Le GRD affiche une qualité de service dégradée avec des délais considérables, tant pour établir les devis que pour réaliser les travaux et des montants de contributions discutables.

Mais son incapacité à mettre en place une organisation efficace, pour réaliser dans un temps raisonnable les raccordements qui lui sont demandés, lui permet in fine de créer un intérêt pour une offre de service payante dont les usagers n'espèrent rien d'autre que de parvenir à être raccordés un peu plus vite.

Les usagers sont donc doublement perdants sur le délai et sur le coût. Car c'est bien pour réduire le délai, connu pour être très long, qu'un usager sollicitera la DAR et la PRAC alors qu'il ne dispose pas encore de tous les documents administratifs.

- Proposer pour ces usagers qui auront acheté une PRAC une réduction d'un mois du délai de raccordement pourrait avoir pour conséquence un nouvel allongement de ce délai pour les autres usagers (leur raccordement sera décalé pour respecter l'engagement auprès du titulaire d'une PRAC).

Ce dispositif ne permet en rien d'inciter le GRD à s'améliorer : au contraire, plus les délais qu'il propose s'allongent, plus son offre PRAC est alléchante pour les demandeurs de raccordement.

Le SIPPEREC s'interroge sur l'utilité de la Demande Anticipée de Raccordement (DAR) comme la Proposition de raccordement avant complétude du dossier (PRAC) : a-t-elle un intérêt autre que de pallier aux problèmes de délai de raccordement identifiés ? Dans ce cas, la mise en place de telles dispositions pourrait être contreproductive en n'incitant pas le gestionnaire de réseau à améliorer l'ensemble du processus en particulier sur la tenue des délais ? Par ailleurs, le SIPPEREC s'interroge sur la comptabilité de ces dispositifs avec les arrêts récents sur les pré-études de raccordement¹.

Ainsi le SIPPEREC demande que le cadre réglementaire du GRD l'incite plutôt à améliorer les délais de réalisation des raccordements pour tous les usagers, et non uniquement ceux qui lui auront réglé une prestation supplémentaire

Si les délais de réalisation des raccordements retrouvent un niveau acceptable, aucun usager n'aura besoin d'adresser un dossier incomplet pour demander son raccordement dans l'espoir de voir son installation raccordée.

A défaut, si la CRE jugeait utile de valider la PRAC déjà mise en œuvre par le GRD, le SIPPEREC considère que cette dernière doit être prise en charge par le TURPE afin d'en limiter les effets et d'inciter le concessionnaire à améliorer sa qualité de service.

Enfin, le SIPPEREC souligne que, si un usager souhaite instruire les conditions techniques et financières de son raccordement en amont de sa réalisation, il lui est possible de confier cette prestation à divers bureaux d'étude ou à Enedis, à l'issue d'une mise en concurrence.

Dans tous les cas, le GRD est par ailleurs tenu de mettre à disposition de tout potentiel demandeur ou de son bureau d'étude toutes les informations nécessaires à cette prestation, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 mai 2018.

¹ Deux arrêts du Conseil d'Etat dont le dernier en date du 6 mai 2018..

Question 4 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

En préambule à sa réponse à la consultation de la CRE de décembre 2012 ayant conduit à la délibération relative aux procédures de raccordement d'avril 2013, le SIPPEREC avait souligné l'importance d'un encadrement des relations entre la Collectivité en Charge de l'Urbanisme (CCU) et le GRD.

La rédaction proposée par la CRE reprend pour une large part les demandes du SIPPEREC formulées en 2012.

Le SIPPEREC propose néanmoins quelques compléments indiqués en gras ci-dessous :

« Les procédures de traitement des demandes de raccordement élaborées par les gestionnaires de réseaux publics de distribution définissent et décrivent les étapes de l'instruction d'une demande de raccordement d'une installation d'un utilisateur, depuis la demande de chiffrage faite par la collectivité en charge de l'urbanisme lors de l'instruction d'une demande d'autorisation d'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une partie des coûts des ouvrages d'extension en application de l'article L. 342-11 du code de l'énergie, jusqu'à la mise en service de l'installation.

Les procédures prévoient le délai maximal dont le gestionnaire dispose pour établir une estimation de la contribution éventuellement due par la collectivité en charge de l'urbanisme en s'appuyant sur les éléments qui lui sont transmis, lorsqu'il est saisi pour l'instruction d'une demande d'autorisation d'urbanisme.

Lors de la remise du chiffrage à la collectivité en charge de l'urbanisme, le gestionnaire de réseaux précise le statut estimatif du prix indiqué, les éléments lui permettant de proposer cette solution et les paramètres suivant lesquels le prix est susceptible d'évoluer, afin que la collectivité soit en mesure d'anticiper une éventuelle évolution des coûts.

*Lorsque la demande de raccordement a eu lieu, le gestionnaire de réseaux transmet, dans les mêmes délais que pour le demandeur du raccordement, une proposition technique et financière à la collectivité en charge de l'urbanisme, correspondant à la contribution due au titre des travaux d'extension. Cette proposition technique et financière est accompagnée des éléments de coûts nécessaires à sa justification **et présente les résultats de l'étude de raccordement et la solution technique envisagée pour répondre à la demande de raccordement, liée à l'autorisation d'urbanisme autorisé par la collectivité concernée.***

Elle précise le contexte d'application des méthodes de dimensionnement et d'identification des contraintes décrites dans la documentation technique de référence.

La proposition technique et financière expose également, en les justifiant :

- ***La description de la solution de raccordement proposée, appuyée par un support cartographique faisant apparaître son cheminement, en faisant clairement apparaître la consistance des ouvrages qui la composent (les ouvrages de branchement, d'extension et de renforcement des réseaux existants).***

- **Le délai de mise à disposition du raccordement tel que porté à la connaissance du demandeur ainsi que le montant de la contribution dont la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour la perception des participations d'urbanisme sera redevable**

Lorsqu'elle diffère de la solution retenue pour réaliser le raccordement, l'opération de raccordement de référence est également, présentée par le gestionnaire de réseau public de distribution dans la proposition technique et financière. Seuls les éléments de coût relatifs à l'opération de raccordement de référence sont précisés et permettent d'établir le montant de la contribution exigible de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour la perception des participations d'urbanisme.

Il ne pourra pas être exclu, compte tenu du délai passé entre l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme et la demande de raccordement de l'installation en question, que la solution de raccordement présentée dans la PTF diffère du chiffrage initial. En effet, tant le projet en question que la configuration du réseau sont susceptibles d'avoir évolué. En tout état de cause, tout écart avec le chiffrage initial devra être justifié.

La proposition technique et financière constitue un engagement du gestionnaire de réseau public de distribution concernant le montant de la contribution due par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour la perception des participations d'urbanisme.

À la suite de la transmission de la proposition technique et financière, le gestionnaire de réseau public de distribution répond aux éventuelles demandes d'informations complémentaires de la collectivité en charge de l'urbanisme concernant les résultats présentés, dans le respect de ses obligations de confidentialité. Les procédures de traitement des demandes de raccordement décrivent les modalités de ces échanges, ainsi que les éventuelles prorogations de la validité de la proposition technique et financière qu'ils impliquent.

Les réserves éventuellement formulées par la collectivité en charge de l'urbanisme ne doivent pas entraver la bonne tenue et le parfait achèvement des travaux nécessaires au raccordement de l'utilisateur. La mise en service de l'installation de l'utilisateur ne peut pas être soumise à l'accord sans réserve sur le montant de la contribution due par la collectivité en charge de l'urbanisme ou au versement de tout ou partie de cette contribution.

Le gestionnaire de réseau informe la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour la perception des participations d'urbanisme pour le cas où une proposition technique et financière est annulée du fait de l'annulation de la demande de raccordement. »

Question 5 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Chaque demandeur de raccordement doit pouvoir disposer d'une information transparente de l'état du réseau.

Une mise à jour plus fréquente des informations relatives à l'état du réseau, dont la capacité d'injection sur le réseau ou son état de charge est indispensable.

Le SIPPEREC est favorable à la mise à jour régulière des informations mises à dispositions des utilisateurs.

Question 6 :

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

L'apparition de solutions alternatives pour certains raccordements induit une potentielle double comptabilisation de ces puissances dans la file d'attente des demandes de raccordement gérée par Enedis.

En effet, la décision de la CRE du 25 avril 2013 prévoit que : « Lorsque c'est nécessaire, les gestionnaires de réseaux publics de distribution classent les demandes de raccordement en vue de leur traitement hiérarchisé. Pour cela, ils tiennent compte de l'ordre d'arrivée des demandes complètes et de tout autre critère objectif et non discriminatoire nécessaire pour assurer que les projets d'installation les plus avancés bénéficient, dans les meilleurs délais, de la capacité d'accueil. Les critères de classement sont précisés dans les procédures de traitement des demandes de raccordement ».

En conséquence, le référentiel technique d'Enedis (note Enedis-PRO-RES_67E &6.3.1) prévoit qu'Enedis classe les demandes de raccordement en soutirage en vue de leur traitement par ordre chronologique, selon leur date de qualification.

Cependant, Enedis va plus loin que la simple planification de son activité pour le traitement des demandes de raccordement : « Pour les ouvrages « réseau BT », « poste HTA/BT » et « réseau HTA », la réservation de la puissance de raccordement dans la file d'attente est acquise au Demandeur dès la qualification de la recevabilité de la demande de raccordement jusqu'à la mise en service. ».

Cette disposition n'est pas sans conséquence sur le développement du réseau et les contributions appelées pour les raccordements de l'ensemble des usagers, bien avant que n'apparaissent les solutions alternatives de raccordement (ORI ou raccordement scindé).

En effet, les propositions techniques et financières des demandeurs ne sont plus fondées sur l'état de charge du réseau mais sur une hypothèse de niveau de charge de ce réseau, tenant compte des puissances de raccordement futur, enregistrées par Enedis.

Or, rien n'impose à un demandeur de dimensionner la puissance de raccordement au plus près de ses besoins : bien au contraire, selon la règle, « qui peut le plus peut le moins », le demandeur a fréquemment tendance à exagérer sa puissance de raccordement, pensant se prémunir pour l'avenir².

Le retour d'expérience du SIPPEREC sur son activité d'accompagnement des collectivités pour l'instruction des Propositions Techniques et Financières émises par la société Enedis a permis de constater que les demandeurs prennent régulièrement une « marge de sureté » dans le dimensionnement de leur branchement et surévaluant volontairement leur demande de puissance.

Cette remarque vaut pour les demandes de raccordement en soutirage : en injection, les demandeurs sont précis sur leurs besoins, puisqu'ils dimensionnent directement les recettes de l'installation de production³.

Pour autant, pour le raccordement de tout projet, et donc également en soutirage, c'est cette puissance de raccordement qui est retenue par Enedis pour répondre à d'autres demandes de raccordement. Si ces demandes nécessitent un temps de traitement plus court (cas de plus « petits » sites de consommation), ces dernières se voient pénalisées et des travaux bien plus importants que nécessaires sont réalisés.

Les conséquences sont :

- Une absence de transparence pour les demandeurs de raccordement : la file d'attente n'est pas communiquée, au motif de protection des ICS et Enedis affiche un constat (ouvrage trop chargé pour accueillir le raccordement) sans détail ni aucune justification.
- Des travaux plus importants mis en œuvre sur le réseau sans nécessité, justifiés par un état de contrainte du réseau non avéré et qui pourrait ne jamais intervenir.
- Des investissements non nécessaires, couverts au réel par le TURPE qui s'en trouve d'autant augmenté.

Les contributions appelées aux demandeurs et aux collectivités sont également injustement augmentées.

- Un développement du réseau mal maîtrisé et une mobilisation inappropriée des

² Ce qui est un mauvais calcul, car cette puissance ne lui est acquise que jusqu'à la mise en service. Ainsi, un demandeur qui formule une puissance de raccordement de 100, et souscrivant pour 40 perd, à sa mise en service, son droit sur les 60...

³ A noter également que pour les raccordements en injection, le S3REnR organise une forme de mutualisation des coûts de travaux indispensables pour raccorder les projets.

ressources financières :

Le référentiel technique d'Enedis encadre la décision pour réaliser un investissement : les investissements sont décidés par Enedis lorsque les dépenses à engager sont jugées moins contraignantes pour le gestionnaire de réseau que l'insatisfaction de l'utilisateur (note Enedis-NOI-RES_07E). Ainsi, les investissements sont menés au plus près de la survenance du besoin, dans une approche technico-économique (calcul d'une forme de TRI). La gestion en file d'attente perturbe les données d'entrée de ce calcul en faisant intervenir un besoin sans pondération quant à sa réalisation effective.

Avec la mise en place d'une file d'attente avec réservation de puissance, des investissements sont réalisés en dérogation de tout principe technico-économique, mobilisant des ressources pour les réaliser, au détriment d'autres investissements pour lesquels les besoins sont avérés, dans un contexte contraint des investissements sur le réseau.

A présent, la CRE souligne que la mise en œuvre de solutions de raccordement alternatives accroîtra les travers déjà constatés de la gestion en file d'attente avec réservation de puissance.

La proposition de la CRE consiste à réduire les délais de validité de ces solutions alternatives : alors qu'il convient de permettre aux usagers de s'engager dans des solutions innovantes, il leur sera imposé un délai de réflexion réduit.

Cette contrainte leur est de plus imposée pour préserver un dispositif qui génère déjà des investissements supplémentaires pour des besoins non avérés.

Le SIPPEREC demande que les solutions de raccordement alternatives disposent des mêmes délais de validité, afin d'en permettre le développement.

Au contraire, le SIPPEREC demande que soit revu le dispositif de gestion en file d'attente avec réservation de puissance compte tenu des travers qu'il génère tant en termes de transparence que pour la maîtrise des investissements sur le réseau⁴.

⁴ A titre illustrative, le SIPPEREC a pu constater que la gestion en file d'attente avec réservation de puissance des demandes de raccordement de consommation conduit à des situations ubuesques lors de projets d'envergure : ainsi, pour le projet du Grand Paris Express, Enedis a indiqué, en mars 2019, une puissance en file d'attente de 350MW serait d'ores et déjà réservée sur le réseau, avec des sites dont la mise en service s'échelonne jusqu'en 2025.

En moyenne, les postes sources (assurant la transformation de la tension de HTB en HTA) desservant la concession du SIPPEREC sont d'une puissance installée de 190MW. Compte tenu de la nécessité d'assurer une garantie pour chacun de ces ouvrages, seule la moitié de cette puissance moyenne installée par poste source est à considérer. Ainsi, la puissance réservée pour le Grand Paris Express correspondrait à 4 postes sources à construire en couronne parisienne, ce qui n'est ni réaliste, ni raisonnable.

Si cette réservation de puissance est avérée, elle va peser sur l'ensemble des raccordements neufs à effectuer sur ce territoire dense et dynamique jusqu'en 2025, où, les mises en service ayant été faites, la réservation de puissance sera éteinte et seule la puissance effectivement appelée sera prise en compte

Question 7 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Le SIPPEREC partage l'avis de la CRE : la dématérialisation simplifie les démarches, qui, devenues plus fluides, gagnent en délai et en efficacité.

Si la dématérialisation proposée par la CRE pour les demandes de raccordement est souhaitable, il convient de s'assurer que le demandeur disposera d'un interlocuteur pour répondre à ses questions sur le déroulé des opérations de raccordement (coût, délai, état d'avancement).

Dans un processus mal maîtrisé, la dématérialisation laisse des usagers démunis face à un service qui ne fonctionne pas, sans qu'il leur soit possible de trouver un interlocuteur pour comprendre ce qui se passe sur leur dossier.

Le SIPPEREC propose quelques compléments à la rédaction envisagée par la CRE, indiqués en gras ci-dessous :

« Les gestionnaires de réseaux mettent en place des outils permettant le traitement dématérialisé des demandes de raccordement. Ainsi, les utilisateurs devraient avoir la possibilité de faire la demande en ligne, en joignant les scans ou version PDF des documents exigés, ainsi que tout autre document utile.

Dans le cadre de cette dématérialisation, tout usager formulant une demande de raccordement dispose d'un accès privilégié à son dossier dont il peut constater l'état d'avancement et lui permettant de formuler toute question. Une réponse doit être apportée dans un délai maximal à fixer.

Le gestionnaire de réseaux doit pouvoir échanger par courriel avec le demandeur pour demander les pièces manquantes le cas échéant.

La remise de la PTF, ainsi que sa signature devront également pouvoir être dématérialisées, tout comme les étapes relatives à la convention de raccordement. »

Question 8 :

Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Comme la CRE, le SIPPEREC souhaite garantir en toutes circonstances un délai de transmission de PTF de trois mois. Le SIPPEREC approuve le projet de la CRE de supprimer les dispositions dérogatoires prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production.

Question 9 :

Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

La délibération de la CRE du 25 avril 2013 prévoit que « pour le raccordement des installations de consommation en BT, les procédures de traitement des demandes de raccordement peuvent prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins, en s'appuyant notamment sur l'affichage des autorisations d'urbanisme accordées. Lorsque les procédures prévoient de telles dispositions, et lorsque ces dispositions sont mises en œuvre, le délai maximum dans lequel la proposition technique et financière doit être transmise ne peut excéder trois mois. Dans le cas contraire, ce délai ne peut excéder six semaines ».

Le SIPPEREC n'a pas connaissance de la mise en œuvre par le GRD de cette possibilité et constate plus fréquemment une démarche inverse à l'initiative des promoteurs qui en viennent à formuler leur demande de raccordement⁵ dès la validation du permis de construire afin de se couvrir des délais de traitement et de réalisation d'Enedis qui risquent de retarder la livraison de leur projet de construction.

Le SIPPEREC regrette que le concessionnaire ne montre aucune proactivité à l'égard des usagers afin d'anticiper leur besoin.

Cette absence de proactivité n'est pas sans conséquence sur les délais de réalisation des travaux et sur la satisfaction des usagers du service : le GRD intervient en réaction à une demande, impose ses délais et subit les aléas de l'activité de raccordement.

L'amélioration de la qualité de service passera nécessairement par une attitude plus proactive du GRD.

Le SIPPEREC souhaite donc que ces dispositions soient maintenues.

⁵ Avec un dossier complet ; il ne s'agit pas ici de DAR

Question 10 :

Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

L'encadrement de la CRE sur les procédures ne comportent en effet pas de délai pour la réalisation des travaux. Est uniquement visé le délai d'envoi de la proposition technique et financière qui doit rester inférieur à 3 mois.

La réalisation des travaux de raccordement fait en revanche l'objet de 2 indicateurs de suivi pour la régulation incitative :

- Taux de respect de la date convenue de mise à disposition des raccordements ;
- Nombre de pénalités versées pour mise à disposition du raccordement non réalisée à la date convenue avec l'utilisateur.

Ce dispositif est inopérant, la référence à la « date convenue » permettant à Enedis d'imposer son délai, sans lien avec le besoin du demandeur. Ce point a été exposé par le SIPPEREC lors de consultations précédentes.

Il reste délicat de définir un délai dès lors où des travaux sont à mener, potentiellement différents d'un cas à un autre. D'autant que le délai maximum que viserait l'encadrement du régulateur pourrait devenir l'objectif.

Cependant, il n'y a aucun inconvénient à définir un délai pour les raccordements sans travaux tels que les branchements simples en soutirage comme en injection.

Le SIPPEREC propose de revenir à terme au délai maximum de 15 jours à compter de la date d'envoi de la demande de raccordement pour les raccordements sans travaux. Ce délai maximum pourra être porté à un mois durant un ou deux exercices à compter de la publication de la délibération.

Question 11 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Le SIPPEREC partage le souci de la CRE de garantir une transparence suffisante des PTF adressées aux demandeurs.

Plus précisément, le défaut de transparence des PTF établies par le GRD a deux origines :

- La lisibilité de l'opération de raccordement retenue : les articles retenus ne sont pas compréhensibles, la solution technique n'est pas exposée, les plans du réseau avant et après travaux ne sont pas fournis...
- La lisibilité du chiffrage de l'opération : les articles facturés sont établis à partir d'un bordereau de prix unitaire non publié.

En effet, ENEDIS facture pour une large part sur devis, assis sur un canevas technique qui n'est pas partagé avec l'utilisateur ni avec les autres redevables de la contribution due au titre du raccordement. A titre d'exemple, sur le territoire du SIPPEREC, les contributions appelées auprès

des communes sont facturées sur devis dans près de 80% des cas. Les coûts unitaires retenus dans le canevas technique ne sont pas identiques d'un territoire à l'autre ou d'une opération à l'autre : les raisons de ces différences ne sont pas explicitées. Il est utile et nécessaire dans un souci de transparence indispensable, compte tenu du monopole du GRD, de préciser que le bordereau utilisé pour les devis soit publié.

Il est regrettable d'imposer aux collectivités et aux utilisateurs, auprès desquels le GRD appelle une contribution établie sur devis, de régler celle-ci sans transparence concernant les prix unitaires retenus dans ces devis.

La justification invoquée en outre par le GRD ENEDIS pour protéger le secret de ses coûts unitaires ne peut être acceptée ni comprise : en situation d'acheteur principal sur 95% du territoire national, ENEDIS a tout moyen et toute latitude pour se placer dans une situation très avantageuse de négociation avec ses fournisseurs.

Aussi, le SIPPEREC propose quelques compléments à la rédaction envisagée par la CRE, indiqués en gras ci-dessous :

« Les demandeurs de raccordement doivent avoir accès à une information claire, précise et transparente. Ainsi, les dispositions actuelles relatives à la transparence des PTF sont à compléter en ajoutant que, lorsqu'un gestionnaire de réseaux transmet une proposition technique et financière (PTF), cette dernière doit présenter a minima :

- *la solution de raccordement qui a été retenue ;*
- *un niveau de détails suffisant, avec notamment le détail des quantités présentées ;*
- *un schéma de raccordement clair et précis, et qui ne doit pas être sujet à interprétation.*

Les gestionnaires de réseaux précisent, dans les offres de raccordement, si le montant facturé résulte de l'application de formules de coûts simplifiées, du canevas technique ou d'appels d'offres. Lorsque la proposition technique et financière n'utilise pas de formules de coûts simplifiées issues du barème de raccordement du gestionnaire de réseaux, les coûts sont présentés sur un devis suffisamment détaillé.

*Les termes « un devis suffisamment détaillé » **s'entendent par un devis « comportant toutes les indications en permettant le contrôle et la vérification d'apprécier les propositions de prix et notamment le détail des quantités et prix unitaires de l'opération de raccordement. Le bordereau de prix unitaires utilisé pour établir ces devis est publié par le gestionnaire de réseaux. »** ~~comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix et notamment le détail des quantités et prix unitaires de l'opération de raccordement.~~* »

La rédaction proposée par la CRE évoque la possibilité « d'apprécier les propositions de prix ». Le GRD exerçant cette activité en monopole, il convient plutôt d'indiquer que le devis doit être suffisamment explicite pour en permettre le contrôle.

Question 12 :

Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Le SIPPEREC reste très dubitatif quant à l'intérêt pour les demandeurs de raccordement à solliciter la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée.

En effet, le demandeur s'expose à des coûts potentiellement plus élevés que le montant de la contribution qu'il pourrait avoir à régler au GRD, resté maître d'ouvrage des travaux.

Le demandeur ne dispose en effet pas des mêmes marchés d'achat de travaux que le GRD, et il ne percevra que la part prise en charge par le TURPE établie à partir du canevas technique du GRD. Enfin, la teneur des travaux reste définie par le GRD.

Pour ce qui concerne le délai, le demandeur n'est pas garanti non plus de tirer un avantage de cette disposition. Le GRD doit réceptionner les travaux et peut se montrer exigeant sur leur qualité.

Enfin, le demandeur reste soumis aux délais de mise en service de son installation nécessitant une intervention technique des services opérationnels du GRD pouvant nécessiter plusieurs mois d'attente. A titre d'exemple, dans le cadre de son activité de rénovation des colonnes montantes d'électricité, Enedis ne pouvait fournir au SIPPEREC des créneaux d'intervention de ses équipes opérationnelles pour la réalisation des actes de consignations et de remise en exploitation des ouvrages à moins de 2 mois.

La garantie sur la tenue des délais apparaît faible alors que les surcoûts sont eux quasi certains.

Par ailleurs le SIPPEREC est réservé quant à la possibilité laissée à un tiers autre que le GRD ou l'AODE de participer au développement du réseau public. En effet l'article D. 342-2-1 du code de l'Energie, introduit par le décret n° 2019-97 du 13 février 2019 relatif à la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée, définit les ouvrages concernés par ces dispositions comme étant « *constitués des branchements, des canalisations électriques aériennes, souterraines ou sous-marines et leurs équipements terminaux qui, à leur création, ne concourent ni à l'alimentation ni à l'évacuation d'autres installations que celles du demandeur* ».

Plus précisément, la rédaction du décret n°2019-97 peut être comprise comme permettant au demandeur de ne réaliser que les ouvrages utiles à la desserte de son site, au jour de son raccordement ; il reste donc que ces ouvrages pourront ultérieurement être utilisés pour desservir d'autres usagers.

Si cette lecture des dispositions réglementaires est confirmée, elle ouvre des interrogations quant aux relations entre le GRD, le maître d'ouvrage délégué et la Collectivité en Charge de l'Urbanisme pour le versement de la contribution due par cette dernière dans le cadre de l'extension des réseaux.

Enfin, si, pour une raison ou une autre, le demandeur ne met pas en service son installation, il supportera l'intégralité des travaux sur le réseau.

En complément des dispositions relatives à la maîtrise d'ouvrage déléguée précisées par les délibérations de la CRE du 21 mars 2019, le SIPPEREC souhaite que les procédures du GRD comportent de manière claire et transparente :

- Les obligations auxquelles s'exposent le demandeur à chaque étape du processus ;
- Les délais du GRD pour la définition des travaux à mener, la mise en service et le règlement de la part financée par le TURPE notamment.

Question 13 :

Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

Déploiement des IRVE

Le SIPPEREC veille à ce que les conditions les plus propices au déploiement d'un réseau dense et efficace d'installations de recharge de véhicules hybrides et électriques (IRVE) sur le domaine public couplé à un équipement massif du parc de stationnement privé, indispensable au développement de la mobilité propre, soient réunies.

Constatant la très forte hausse des délais de raccordement sur son territoire, le SIPPEREC est de plus en plus dubitatif quant à l'atteinte des objectifs de suppression des véhicules thermiques en Île-de-France (à l'horizon 2030 sur la petite couronne parisienne et 2024 dans la ville de Paris). Le gouvernement ayant également fixé des objectifs nationaux ambitieux avec la création de 16 millions de points de recharge d'ici 2035 (dont 90% dans le domaine privé), il semble nécessaire d'intégrer dans les procédures de raccordement au réseau public de distribution des dispositions spécifiques au déploiement de bornes de recharge.

Or, les procédures actuelles portées par Enedis auprès des promoteurs notamment pour le déploiement des IRVE dans le domaine privé invitent ces derniers à réserver une puissance supplémentaire pour l'alimentation des bornes de recharge au moment de leur demande de raccordement. Cette pratique induit un surdimensionnement du réseau et des surcoûts pour la collectivité, et rend toujours plus couteux le raccordement de nouveaux usagers sur le réseau existant par effet de réservation de puissances.

RTE ayant conclu de ses études que la recharge des véhicules électriques n'aurait à terme pas d'impact sur l'approvisionnement électrique français à condition que cette recharge soit pilotée, et compte-tenu du fait que l'ensemble des bornes de recharge présentes sur le marché est pilotable à distance, le SIPPEREC souhaite que soient généralisées les opérations de raccordement intelligentes (ORI) pour l'installation de bornes de recharge pilotées dans le domaine privé.

Concernant le déploiement d'un réseau de recharge sur le domaine public, le SIPPEREC a relevé la proposition du Gouvernement qui a proposé dans le projet de loi d'orientation des mobilités (LOM) d'introduire un taux de réfaction de réfaction de « *maximum 75%* » pour le financement des travaux de raccordements des bornes de recharge implantées sur le domaine public. Le SIPPEREC considère

que, pour soutenir ce déploiement à mener par les collectivités principalement, le TURPE peut supporter le déploiement du réseau de recharge et estime qu'il serait souhaitable de porter ce taux à 100%.

La transition vers une mobilité propre représente un sujet de santé publique et des installations de recharge accessibles à l'ensemble des usagers sur la voie publique est une condition indispensable pour réussir cette transition.

Dimensionnement des raccordements de centrales solaires

Le SIPPEREC, via son activité photovoltaïque, a relevé une incohérence sur la méthode de calcul utilisée par Enedis pour établir ses propositions techniques et financières relatives aux demandes de raccordements formulées aux porteurs de projets photovoltaïques.

Le calcul par le GRD du dimensionnement des branchements pour les projets photovoltaïques de puissance inférieure à 250 kVA est réalisé en fonction de la puissance soutirée ou injectée sur le réseau Basse Tension. La méthode de calcul prend alors en compte une augmentation de tension liée proportionnellement à l'augmentation de la puissance déclarée dans la demande du porteur du projet selon le GRD.

Or dans le cas de raccordements d'installations photovoltaïques en injection sur le réseau BT, cette méthode de calcul n'est pas techniquement acceptable.

En effet, les onduleurs photovoltaïques fonctionnent en réalisant une lecture en continu de certaines grandeurs physiques liées au réseau électrique (tension et fréquence notamment). Afin de ne pas perturber le réseau public de distribution, ces appareils injectent sur celui-ci, une tension identique à celle qu'ils mesurent. Seul le courant est donc variable et est fonction de la puissance de production des appareils et de la tension du réseau.

La méthode de calcul actuelle entraîne de ce fait un surdimensionnement des branchements des installations photovoltaïques et donc un surcoût pour les producteurs, contributeurs d'au minimum 60% des coûts des travaux de raccordement des installations, et pour le TURPE qui porte le reste du financement.

Sur cette base, un producteur pourrait se voir contraint de sous dimensionner un projet de production photovoltaïque afin de limiter les coûts de raccordement liés à ce projet. Le SIPPEREC a par exemple dû réduire la puissance de production d'un de ses projets de centrale solaire, l'intégration dans les calculs d'Enedis d'une augmentation de tension liée à celle de la puissance ne permettant plus de raccorder la centrale sur le réseau existant au droit du projet.

Pour faciliter l'intégration de la production décentralisée d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables, le SIPPEREC souhaite que les spécificités de fonctionnement des onduleurs soient prises en compte pour l'établissement d'un nouveau modèle de calcul de dimensionnement des branchements en injection.